PLAIDOYER POUR LE « JUBOO » !

Le vendredi 21 février à l'Assemblée nationale, le Ministre de la Justice, Garde des Sceaux, a indiqué : « Nous envisageons de mettre en branle des systèmes de règlement tels que la médiation pénale qu'il va falloir améliorer, mais encore une fois, je pense que l'action de la justice serait quelque peu vaine, si véritablement on ne parvient pas d'une façon ou d'une autre à récupérer ces importants montants qui ont été dissipés et dont le pays a le plus grand besoin ». Auparavant, le Président de la République avait déjà exprimé son ouverture à des arrangements avec ceux qui accepteraient de restituer les biens qu'ils ont spoliés, et la preuve a été déjà donnée qu'il y a des responsables de l'ancien régime qui ont déjà transigé notamment au niveau de la Caisse des dépôts et des consignations (CDC).

Dans notre « Livre 2 sur la crise morale au Sénégal », bâti autour d'une « Lettre ouverte aux hauts commis de l'État » publié en août 2023, nous avons dans « Perspectives : choix du Président de la République pour 2024 », proposé pour la mise en œuvre du « devoir de réparation », un processus de recouvrement des biens qui ont été spoliés, différent des audits de 2000 et de la traque des biens mal acquis de 2012.

Parce qu'en dehors de toute influence médiatique ou émanant de la forte indignation induite par ce qui est apparu plus tard comme un « banditisme d'État », nous étions convaincu, peut-être à tort, du fait que le processus que nous avons proposé était le plus approprié, nous avons partagé dans un article intitulé « Devoir de réparation », publié le 31 mars 2024, un extrait du « Livre » où nous avons notamment indiqué : « Les lourds dommages causés sciemment au Peuple sénégalais par des hauts responsables au service de l'État, (...), que nous considérons comme avoir été « égarés » par la déification des avoirs et un déficit de patriotisme (...), commandent des réparations. (...) Nous pensons cependant que cela devrait être fait dans un « esprit de vérité, de sursaut patriotique, de repentance, de pardon et de réconciliation » qui permettra à l'État délégué du peuple souverain de recouvrer une grande partie des ressources qui lui ont été « volées » et partiellement thésaurisées dans les domiciles, cachées dans des comptes bancaires à l'étranger ou investies principalement dans l'immobilier dans le pays et à l'étranger, tout en préservant l'honneur et la dignité de tous les coupables qui seront prêts à se repentir, étant entendu que la vraie repentance comporte le respect de la « clause de réparation » des dommages causés. »

Nous étions guidé par la conviction qu'après le changement de régime, l'État aurait besoin de recouvrer rapidement d'importantes ressources financières et immobilières tout en posant des jalons pour l'indispensable « réconciliation » (« Juboo » en wolof) ou « guérison d'une fracture vieille de plus de soixante-deux (62) ans » afin de pouvoir optimiser la vitesse d'évolution du pays vers le « Meilleur Sénégal Possible ».

Les déclarations du Président de la République, du Ministre de la justice et du Directeur général de la CDC semblant aller dans le sens de ce que nous avons recommandé, nous avons pensé que, malgré la priorité qui a été donnée à la « judiciarisation des recouvrements », le travail du Pool judiciaire financier pourrait être facilité si l'écrasante majorité de ceux qui ont commis de « graves péchés » en s'enrichissant illicitement se repentissent et prennent l'initiative de réparer au mieux les préjudices qu'ils ont causés à l'État et aux populations qui sont des victimes collatérales directes ou indirectes de leurs méfaits. Ces attitudes contribueraient aussi à ouvrir le chemin vers le pardon et la réconciliation dont l'importance a été déjà indiqué par le Président de la République dans son adresse à la Nation¹ du 3 avril 2024.

C'est pourquoi, nous avons grandement apprécié le fait que le Khalife général des Tidjanes, Serigne Babacar Sy Mansour ait invité, le 13 février 2025, les plus hautes autorités de l'État à travers le Président de l'Assemblée nationale à prendre des mesures pour que le « Juboo » vienne compléter le triptyque « Jub-Jubal-Jubbanti » car pour lui c'est la seule condition « pour un Sénégal prospère, toujours envié et stable ». Cette invite, pleine de sagesse, devrait être impérativement prise en compte par le Président de la République et ceux qui l'accompagnent dans la gouvernance du pays.

En effet, Dieu qui aime « ceux qui combattent dans Son chemin, en rang serré, pareils à un édifice renforcé » a montré à plusieurs reprises son amour pour le Sénégal, en le sortant des situations les plus dangereuses, très probablement du fait des prières des saints fondateurs de l'église sénégalaise, des confréries et des familles religieuses ainsi que de l'engagement de nombreux « patriotes-croyants » qui se battent pour que « Sa Parole » qui est amour, vérité, justice et équité soit le vecteur directeur de leur conduite. Il (Dieu) n'attend que l'union des cœurs et des esprits, la guérison des maladies spirituelles de l'écrasante majorité des citoyens sénégalais pour aider les actuels gouvernants, indiscutablement mieux aptes à gouverner patriotiquement que leurs prédécesseurs, à conduire le pays vers cette « Nation souveraine, juste, prospère, ancrée dans des valeurs fortes » pour le bonheur tous les citoyens.

Nous affirmons, sans aucun doute, que « Suñu manko luñu wutti amko » et « suñu juboo Yalla japle ñu, te ku Yalla japle nga am ndam » pour dire : qu'unis ou solidaires nous obtiendrons tout ce que nous rechercherons et si nous nous réconcilions, Dieu nous soutiendra et quiconque a l'appui de Dieu sort toujours vainqueur.

Cependant, un vrai « Juboo » (concorde ou réconciliation) doit être fondé sur la vérité, la justice, le repentir, le pardon et la revivification de l'injonction « aime to prochain comme toi-même » ou « souhaite à ton prochain ce que tu souhaites à toi-même » qui est pour les deux principales religions du pays, le commandement le plus important après celui relatif à l'adoration exclusive du Créateur.

Pour cela, notre intime conviction est qu'une bonne conscientisation de ces citoyens, qui sont en principe tous des « croyants égarés », principalement par la passion de l'argent et souffrant de « maladies spirituelles » nommées « égoïsme » et « déficit de patriotisme », permettrait de les pousser au retour vers Dieu et à la vraie repentance. Nous pensons que les guides religieux, tous les autres éducateurs et les médias² ont un rôle important à jouer dans l'indispensable « transformation des cœurs et des esprits » de ces sénégalais qui ont profité, de 1962 au 02 avril 2024, du système de mal gouvernance marquée principalement par les nombreuses atteintes à la sacralité des ressources appartenant au Peuple, et dont le dernier perpétuateur a été l'ex-Président de la République Macky Sall (ex-PR).

C'est pourquoi, nous adressant à des sénégalais qui font partie d'un peuple qui a consacré sa religiosité au travers du serment du Président de la République qui « jure devant Dieu et devant la Nation Sénégalaise », nous allons dans un premier temps évoquer « l'égarement » du point de vue religieux (I) avant de mettre en exergue, sur la base de faits incontestables et d'analyses objectives, une « première vérité » relative à la responsabilité de l'ex-PR dont la reconnaissance est un préalable à sa transformation éthique et à celle de ses alliés (II.) et de formuler ce qui est attendu de ses partisans (III.) et des guides religieux (IV.).

I. L'ÉGAREMENT PAR LES PASSIONS.

« Ô David, Nous avons fait de toi un calife sur la terre. Juge donc en toute équité parmi les gens et ne suis pas la passion : sinon elle t'égarera du sentier d'Allah ». Car ceux qui s'égareront du sentier d'Allah auront un dur châtement pour avoir oublié le Jour des Comptes. » (S 38 V 26) « Ô les croyants ! Observez strictement la justice et soyez des témoins (véridiques) comme Allah l'ordonne, fût-ce contre vous-mêmes, contre vos père et mère ou proches parents. Qu'il s'agisse d'un riche ou d'un besogneux, Allah a priorité sur eux deux (et Il est plus connaisseur de leur intérêt que vous). Ne suivez donc pas les passions, afin de ne pas dévier de la justice. Si vous portez un faux témoignage ou si vous le refusez, [sachez qu'] Allah est Parfaitement Connaisseur de ce que vous faites. » (S 4 V 135)

Par ces deux versets coraniques où Dieu met en garde le grand Prophète David et tous les croyants contre les passions qui égarent et qui font dévier de la justice, Dieu nous révèle que tout Homme naturellement imparfait peut être égaré, cesser d'être membre de Son Parti (Hizb Allah) et commettre des injustices ou porter atteintes aux intérêts de l'État ou de ses concitoyens en tant que membre du parti du « diable banni » (Hizb al-Shaytan). En effet « nul ne peut servir deux maîtres » on ne peut pas être « un serviteur » de Dieu et être un « serviteur » de Satan. Être un serviteur de Dieu c'est notamment se battre honnêtement contre soi-même (« xeex ak sa bakan » en wolof) pour ne jamais commettre sciemment une mauvaise œuvre qui cause un préjudice à une personne physique ou morale.

Parmi les « égarés », il y a notamment les mécréants, ceux qui se disent être des croyants et qui refusent de respecter les prescriptions coraniques ou bibliques et « s'opposent à Dieu et à Ses Messagers », les menteurs, les hypocrites, les injustes, les méchants, les jaloux, les égoïstes, les gaspilleurs, les cupides et les « faux chefs religieux » évoqués par le vénéré Cheikh Ahmadou Bamba dans son « Traité de soufisme Massalik al Jinan, Les Itinéraires du Paradis ».

Ce sont aussi ceux qui : trahissent leur serment ou la confiance placée en eux ; foulent aux pieds leur engagement ; sont « incapables de résister aux tentations » ; trompent sciemment leur peuple au service duquel ils se trouvent ; piétinent les principes d'égalité devant la loi de tous les citoyens et leur égal accès aux services publics ; rejettent la primauté de l'intérêt général sur tous les intérêts particuliers ; enfreignent la sacralité des ressources appartenant au Peuple ; détournent par diverses magouilles ou combines des ressources appartenant à l'État délégataire du peuple ; protègent des auteurs de crimes économiques ; procèdent à des recrutements clientélistes dans la fonction publique ; signent des contrats de travail antipatriotiques pour les leurs ; transforment en vaches à lait des entreprises publiques et maintiennent inutilement des agences budgétivores simplement pour caser injustement des alliés parentaux, amicaux, politiques ou religieux.

Les guides religieux, fidèles à leurs trois (3) obligations fondamentales³ ont donc un rôle important à jouer pour faciliter la reddition des comptes et la réconciliation, mais aussi pour la conscientisation des gouvernants, des autorités de commandement et de direction, des autres serviteurs de l'État et des autres citoyens, qui sont, en principe, tous des croyants, afin qu'ils changent de mentalité, retournent sincèrement vers Dieu, intériorisent les exigences des principes de « Jub-Jubal-Jubbanti » et « Juboo » et en fassent le vecteur directeur de leur vie. Pour cela, il importe qu'ils aient une bonne compréhension de la « première vérité » relative à la responsabilité de l'ex-PR dans la mauvaise situation socioéconomique du pays.

II. LA « PREMIÈRE VÉRITÉ » RELATIVE A LA RESPONSABILITÉ DE L'EX-PR

« La première vérité » sur la base de faits incontestables et d'analyses objectives, que les guides religieux doivent bien appréhender et que les alliés de l'ex-PR et ceux qui s'opposent actuellement au régime en place doivent reconnaître honnêtement, est que par son mauvais leadership et son déficit de patriotisme, il a commis de graves péchés en posant de nombreux actes injustices, mais surtout en encourageant les atteintes graves à la sacralité des ressources appartenant à l'État, personne morale, délégataire du Peuple. Sans la reconnaissance de cette vérité, sans l'acceptation du fait que du fait de leur égarement, par la passion des richesses matérielles et du pouvoir, ils ont commis de graves péchés contre l'État, l'ex-PR et ses alliés ne pourront pas sortir de leur égarement pour se repentir, se faire pardonner, et ouvrir ainsi la porte à une vraie réconciliation.

Avant 2012, les citoyens sénégalais qui avaient souffert du « rêve brisé du Sopi », croyaient que le candidat Macky Sall qui leur avait proposé le « Yoonu Yookute » allait pouvoir apporter les véritables changements d'ordre éthique dans la gouvernance des affaires publiques. En révélant, après son élection comme quatrième Président de la République du Sénégal, un patrimoine évalué par certains à huit (8) milliards de francs CFA et en indiquant qu'il s'est enrichi du fait de la générosité de son prédécesseur, il a révélé au monde la perte de sa liberté de gouverner patriotiquement ou de rendre effectif son engagement à assurer une « gestion sobre et vertueuse » des ressources appartenant au peuple car il avait cette funeste « obligation morale » de faire pour ceux qui l'avaient aidé à accéder au pouvoir ce que le Président Abdoulaye Wade aurait fait pour lui ou de les laisser satisfaire leur « légitime mais égoïste envie » de s'enrichir illicitement comme lui.

Durant la période 2012-2013, il avait pu nourrir « ce rêve de changement » en promulguant la loi n° 2012-22 du 27 décembre 2012 portant Code de Transparence dans la Gestion des Finances publiques, la loi organique n° 2012-23 du 27 décembre 2012 qui a abrogé et remplacé la loi organique n° 99-70 du 17 février 1999 sur la Cour des comptes et la loi n°2012-30 du 28 décembre 2012 portant création de l'Office national de Lutte contre la Fraude et la Corruption (OFNAC) qui permettait au Sénégal de se conformer notamment aux directives communautaires (n°01/2009/CM/UEMOA du 27 mars 2009 portant code de transparence dans la gestion des finances publiques au sein de l'UEMOA et n°06/2009/CM/UEMOA du 26 juin 2009 portant lois de finances au sein de l'UEMOA) à la Convention des Nations Unies du 31 décembre 2003 contre la corruption, à la Convention de l'Union africaine du 11 juillet 2003 sur la prévention et la lutte contre la corruption et au Protocole du 21 décembre 2001 de la Communauté des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) sur la lutte contre la corruption.

Malgré quelques faits troublants comme l'affaire Pétro-tim, l'espoir était permis, d'autant plus qu'il avait dit à ses partisans que l'OFNAC étaient pour eux et que la Cour de Répression de l'Enrichissement illicite qu'il avait réactivée était pour les membres du régime précédent visés par la traque des biens mal acquis. Il avait dans ce sens affirmé ce qui suit dans ses deux discours à la Nation de 2012 :

- « A tous ceux qui assument une part de responsabilité dans la gestion des deniers public, je tiens à préciser que je ne protégerai personne. Je dis bien personne ! J'engage fermement le Gouvernement à ne point déroger à cette règle. » (03.04.2012)

- « Mais rien ne me détournera de l'objectif de bonne gouvernance. Par conséquent, toutes les procédures engagées en matière d'audits et d'enquêtes sur des ressources et biens mal acquis seront rigoureusement menées jusqu'à leur terme. Et la justice suivra son cours. » (31.12.2012)

Malheureusement, l'ex-PR qui n'avait pas pu résister à la pression de ses alliés qui tenaient à s'enrichir comme lui, s'était aussi rendu compte du fait que laisser « la justice suivre son cours » ce serait se condamner lui-même, car ses camarades du PDS qui allaient être jugés n'hésiteraient pas à révéler tout ce qu'ils savaient sur son propre enrichissement illicite. Finalement, il a donc été contraint de tout abandonner.

Ne pouvant donc pas faire sanctionner tous ses opposants du PDS qui s'étaient enrichis illicitement, il était objectivement obligé de protéger tous ses alliés qui poseraient les mêmes actes d'accaparement. C'est ainsi que contrairement à son engagement du 03 avril 2012, il a fait savoir à ses alliés, dans une interview parue en janvier 2015 au journal⁴ « Pouvoirs d'Afrique », qu'il leur assurera cette protection, et pendant douze (12) ans, il a effectivement assuré l'impunité à tous ceux qui ont été épinglés par les Corps de contrôle.

Rattrapé donc par son passé, l'ex-PR qui avait perdu sa liberté à faire sanctionner les atteintes à la sacralité des ressources appartenant au peuple s'est plus clairement présenté au monde comme un Président de la République qui, contraint aux reniements et « égaré » par la passion de l'argent et du pouvoir voulait le conserver le plus longtemps possible. Et c'est pourquoi, après avoir clairement exprimé sa volonté antipatriotique de réduire l'opposition à sa plus simple expression, il a entrepris de neutraliser M. Karim Wade le principal leader du PDS ; il a limogé de manière cavalière le mardi 11 novembre 2014 le procureur spécial de la Cour de répression de l'enrichissement illicite (CREI) pour mettre fin à toutes les enquêtes concernant la traque des biens mal acquis, et il a fait l'apologie de la transhumance lors de sa conférence de presse tenue à Kaffrine le jeudi 16 avril 2015, poussant ainsi ceux qui n'étaient plus poursuivis à migrer vers la mouvance présidentielle, affaiblissant davantage le PDS qui était en ce moment le principal parti de l'opposition.

C'est aussi dans le cadre de cette volonté de réduire l'opposition à sa plus simple expression en prévision de l'élection présidentielle de 2019, pour un second mandat, qu'il a manœuvré pour obtenir la condamnation, de M. Khalifa Sall dans une procédure qui a été conduite avec une célérité extraordinaire avec une condamnation en première instance le 30 mars 2018, confirmée par la Cour d'appel le 30 Août 2018 et par la Cour suprême le 3 janvier 2019.

Tous les problèmes que le Sénégal a eu à connaître entre 2021 et 2024 découle globalement de la légitime opposition ou résistance de M. Ousmane Sonko à qui l'ex-PR voulait faire subir le même sort que Karim Wade et Khalifa Sall pour faciliter sa réélection pour un troisième mandat⁵ en 2024 ou pour faire élire quelqu'un qui assurerait ses arrières et perpétuerait le système de mal gouvernance qui aurait permis à une infime minorité « égarée » de continuer à s'enrichir alors que l'écrasante majorité de la population s'enfoncerait dans la misère.

Obligé de protéger ses alliés, l'ex-PR a affaiblit les Corps de contrôle en obtenant que « le Procureur de la République aux ordres » n'initie pas les poursuites judiciaires requises par ces Corps de contrôle dont les recommandations étaient royalement ignorées. Se comportant comme le « Propriétaire du pays » (« Boorum rewmi »), abusant de son pouvoir discrétionnaire de nommer à tous les postes civils et militaires et non comme le premier des serviteurs du « peuple du Sénégal souverain » l'ex-PR, a développé le loyalisme⁶ de la quasi-totalité des hauts commis de l'État désirant sauvegarder leurs postes et leurs privilèges, et a manqué de respect à tous les honnêtes gens en posant des actes qui traduisent clairement un encouragement de la médiocrité et de la cupidité et un détournement du pouvoir délégué à l'État pour la protection de criminels à col blanc, pilleurs de la République.

C'est ainsi qu'il a défendu et promu au rang de « ministres pleins » le Directeur du COUD Cheikh Oumar Hann épinglé par l'OFNAC et M. Moustapha Diop qui avait éconduit de manière cavalière des vérificateurs de la Cour des comptes, avant de nommer à la tête de l'Office national de l'Assainissement du Sénégal (ONAS) M. Mamadou Mamour Diallo qui a été gravement incriminé par l'OFNAC dans son Rapport d'activités de 2019 au sujet de l'affaire dite des 94 milliards.

Enfin, en plus d'avoir, pour des raisons fallacieuses, reporté l'élection présidentielle de 2024 et tenté de l'annuler, quand il a su que son candidat avait peu de chance d'être élu, l'ex-PR a eu, contrairement au Président Abdou Diouf, une conduite hautement blâmable, en prenant au dernier moment de nombreuses décisions à haute incidence financière, même après la publication des résultats de l'élection du 24 mars 2024, avec comme vil et antipatriotique dessein de mettre le nouveau Chef de l'État en difficulté. En effet à la veille de l'élection présidentielle de 2000, le Président de la République Abdou Diouf avait, en véritable Homme d'État, « donné des instructions fermes aux départements ministériels ... de ne pas prendre des décisions qui engageraient et gêneraient son éventuel successeur, s'il lui arrivait de perdre le pouvoir ».

Tous les « honnêtes gens » conviendront aisément que les faits qui viennent d'être exposés et analysés étayaient parfaitement l'affirmation selon laquelle c'est l'ex-PR et ses alliés politiques, parentaux et amicaux qui se sont enrichis sous la Présidence de Maître Abdoulaye Wade et / ou qu'il a protégés pendant douze (12) ans, qui sont les principaux coupables de la crise socioéconomique que le Sénégal est en train de traverser. Indiscutablement l'ex-PR est le premier responsable de tous les scandales et spoliations des ressources appartenant au peuple depuis 2012, non seulement par son implication personnelle, maintes fois prouvée notamment dans les abusives passations par entente directe des marchés à haut montant sources de surfacturations et de perceptions d'importantes commissions et dans la vente ou le partage d'actifs du patrimoine immobilier et foncier de l'État sans autorisation préalable de l'Assemblée nationale, mais surtout par l'encouragement formel (interview susmentionnée) de ses alliés à transgresser impunément la sacralité des ressources appartenant au Peuple. En vérité, la portée des immenses réalisations de l'ex-PR, notamment dans le domaine des infrastructures, a été grandement atténuée par de mauvaises priorisations, un endettement excessif et des coûts exorbitants dus aux surfacturations, commissions et rétrocommissions.

III. CE QUI EST ATTENDU DES PARTISANS DE L'EX-PR.

Les citoyens qui défendent l'ex-PR, en n'hésitant pas à développer des contrevérités et à essayer de manipuler l'opinion publique, très probablement parce qu'ils lui sont redevables, doivent donc, dans leur propre intérêt s'ils sont des croyants, faire l'autoévaluation de leur moralité afin de pouvoir identifier honnêtement les dommages qu'ils ont causés à l'État et se forger la volonté de sortir de leur égarement. Ils doivent, juger leur leader en fonction des actes qu'il a posés au détriment de l'État ; arrêter de s'offusquer devant les affirmations ci-dessus porteuses de « la première vérité » mise en exergue ; s'interdire d'attaquer les gouvernants actuels quand ils rencontrent des difficultés dans le redressement de la situation économique du pays, et s'engager dans une opposition constructive parce que patriotique permettant d'optimiser leur contribution au bonheur collectif.

En tant que croyants, tous ceux qui ont participé à la perpétuation du système de mal gouvernance principalement depuis 2000 doivent se repentir sincèrement et œuvrer, dans un sursaut de patriotisme et de retour vers Dieu, pour que le Sénégal puisse enfin rompre d'avec les enrichissements illicites banalisés par des gouvernants et des fonctionnaires véreux depuis l'indépendance, alors que Dieu abhorre le vol sous toutes ses formes, surtout quand il est commis au détriment de l'État, personne morale, délégataire du Peuple.

Ceux qui, parmi les alliés de l'ex-PR, ont pu demeurer vertueux et ceux qui sont déjà sortis de leur égarement, par la grâce de Dieu, doivent comprendre, que le bon combat qu'il doivent mener en ce moment c'est de participer, notamment en rapport avec les guides religieux et les autres éducateurs », à des opérations de conscientisation de leur leader et de leurs camarades qui vivent toujours dans la dénégation des préjudices qu'ils ont causés à l'État et aux populations, victimes collatérales.

L'objectif patriotique dudit combat serait de les aider à s'éveiller, à se repentir, à réparer de la meilleur manière possible les dommages qu'ils ont causés pour sauver leur âme, à purifier leur cœur et leur esprit pour ne plus être du nombre des « spirituellement malades », et développer leur sentiment patriotique pour devenir de bons citoyens, ayant acquis irréversiblement la volonté, d'œuvrer dorénavant pour le bien de leur pays et de se battre constamment contre eux-mêmes (« xeex ak seen bakan » en wolof) pour ne plus « causer sciemment » un tort à une personne physique ou morale.

Ce « bon combat » des alliés de l'ex-PR qui ont eu la chance de rester vertueux malgré les tentations devrait donc être complété par des actions de conscientisation des guides religieux et des autres éducateurs (prêcheurs et responsables des organisations qui s'activent dans la défense des valeurs ou dans l'éducation à la bonne citoyenneté) avec le soutien patriotique des médias qui mettraient l'accent, plus sur les émissions qui éduquent et les interventions de « sachants » et de personnes qui méritent d'être données en exemple aux jeunes, et moins sur les émissions qui pervertissent et les sorties de chroniqueurs qui abrutissent et qui n'hésitent pas à faire preuve d'une insolence abjecte envers les autorités.

IV. CE QUI EST ATTENDU DES GUIDES RELIGIEUX.

En tant que bergers pour l'ensemble de leurs fidèles, quel que soit leur rang au sein de la société et au service de l'État, les Guides religieux ont le devoir d'élever la voix, dans le respect de leurs trois (3) obligations divines fondamentales dont le respect scrupuleux leur permet de répondre aux attentes des croyants et d'être du nombre des meilleurs « représentants de Dieu sur terre » (Vicaire ou Calife), pour la défense inconditionnelle de la vérité et de la justice et pour que les « brebis égarés » ou les « spirituellement malades » prennent conscience de leur égarement ou de leur ignorance et aient la volonté de s'amender et de retourner repentants vers Dieu, afin de devenir meilleurs.

Nous pensons que les guides religieux devraient communiquer pour faire comprendre aux croyants qui sont impliqués dans les spoliations des ressources financières, immobilières et foncières au détriment de l'État, particulièrement depuis l'an 2000, qu'ils ont commis des péchés très graves et qu'ils devraient se repentir sincèrement avant qu'il ne soit trop tard, étant entendu que les quatre (4) principales clauses du repentir sont le regret, l'engagement à ne pas récidiver, la demande de pardon et la réparation des dommages causés. Ils devraient aussi inviter ces derniers à faire preuve de retenue, d'honnêteté intellectuelle et d'un sursaut patriotique pour éviter les dérives verbales, contre les tenants du régime actuel, qui ne feront que rendre plus difficile l'indispensable « Juboo » (réconciliation) pour le bien du pays.

Dans le contexte d'une « indispensable refondation morale » ou d'une « transformation des cœurs et des esprits⁷ » indispensable à la réussite de la « transformation systémique du pays », nous recommandons vivement que sous la très haute supervision du Président de la République que l'État scelle un partenariat avec des guides religieux, des prêcheurs, des éducateurs, des médias et des Organisations de défense des valeurs afin que d'importantes opérations d'« éducation sociale, morale et civique », de « conscientisation pour un retour vers Dieu » et de sensibilisation pour une réappropriation des « valeurs culturelles fondamentales qui constituent le ciment de l'unité nationale » puissent être conduites.

NOTE :

- ¹: « En tant que Chef suprême des armées, et garant de l'unité nationale, je suis déterminé à préserver notre vivre ensemble hérité de nos ancêtres ; parce que nous n'avons qu'une seule patrie : le Sénégal, notre abri commun, que nous aimons tous, qui ne commence pas par nous, et ne finit pas avec nous. Dans cet esprit, mon rôle, et je compte l'assumer pleinement, est de tendre la main à toutes et à tous, pour rassembler, rassurer, apaiser et réconcilier, afin de conforter la paix, la sécurité et la stabilité indispensables au développement économique et social de notre cher pays. »
- ²: « Le patriotisme médiatique, qui commande notamment que les leaders des médias, aient un sens aigu de leurs responsabilités, en ce qui concerne la sauvegarde de la paix, la discipline, la cohésion sociale, la bonne éducation des citoyens et l'épuration des mœurs sociales, politiques et gouvernementales, et s'interdisent notamment d'offrir leurs plateaux à des gens dont les propos flétrissent la cohésion sociale ou portent atteinte au respect dû aux Institutions, aux autorités et aux personnes âgées. »
- ³: Les trois (3) obligations divines fondamentales. Il s'agit : « Ordonner le convenable et interdire le blâmable » dans sa sphère de responsabilité ou « Recommander le bien et condamner le mal » (1) en dehors et notamment dans la gouvernance des affaires publiques ; « Ne pas s'allier avec les transgresseurs » (2) qui sont des égarés ou des ignorants opérationnalisant dans leur conduite les vices qui ont corrompu les rapports sociaux, et « de combattre dans le sentier de Dieu pour la victoire du bien sur le mal » (3) dans tous les domaines.
- ⁴: Journal « Pouvoirs d'Afrique » (Trimestriel numéro 1 Nov, - Dec. 2014 - Janv. 2015 »). A la question « A l'inverse, la faute pour laquelle vous avez de l'indulgence ? », répondu en affirmant in extenso : « Je peux pardonner la faiblesse de ceux à qui il arrive de profiter des situations. Leur cupidité ou leur incapacité à résister à la tentation les amène à mentir et à trahir la confiance. Cela, je peux le pardonner ... ».
- ⁵: Voir notre article intitulé « Un peuple qu'on trompe depuis 2016 » publié le 14 février 2024.
- ⁶: Voir notre article intitulé « Loyauté et loyalisme » publié le 20 novembre 2023.
- ⁷: Voir notre article intitulé « Transformer les cœurs et les esprits pour réussir la transformation systémique du pays_ » publié le 25 décembre 2024.

Le 03 avril 2025

Colonel de Gendarmerie(r)Tabasky Diouf,

Grand Officier de l'Ordre national du Lion et Commandeur de l'Ordre du mérite,

Membre fondateur de l'Initiative Citoyenne « Jog Ngir Senegaal ».